NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT est à nous !

Dossier

2012 : offensive réactionnaire, résistance des peuples

Pages 6 et 7

n°176 – 3 janvier 2013 – 1,20 €

www.npa2009.org

2013 La fin du monde n'a pas eu lieu…

ALORS CHANGEONS-LE !

Rappelez-vous, l'année 2012 devait s'achever sur la fin du monde. Combien d'articles et de commentaires sur cet événement qui, aussi incroyable que cela puisse paraître, n'a pas eu lieu. Disproportionné et délirant lorsque l'on met tout cela en rapport avec le peu d'articles et de commentaires sur la nécessité impérieuse et, de la possibilité objective de changer ce monde plutôt que de le voir disparaître. Il est manifestement plus envisageable et plus crédible pour la pensée dominante de discuter sérieusement de la fin du monde plutôt que de son changement.

M 04249 - 176 - F: 1,20 €

PREMIER PLAN
Égalité des droits : rassembler contre la réaction
Page 3

ACTU
Lutte des sans-papiers de Lille
Page 4

INTERNATIONAL
Algérie : il est fini le temps des colonies ?
Page 5

Crise climatique, folie économique

Au-delà de l'aspect folklorique du vrai-faux calendrier maya, le calendrier capitaliste, lui, ne varie pas. Le dernier rapport du GIEC annonce par exemple, en conséquence des bouleversements climatiques en cours, des répercussions plus graves que pronostiquées jusqu'à maintenant sur la planète en termes de disparation des glaciers et de montée des mers. Et chacun de constater l'échec des sommets répétitifs à cause de la duplicité des plus grandes puissances, celui de Doha, le dernier en date, en étant l'illustration majeure. Du point de vue social, les politiques d'austérité alimentent la crise économique en privant la population des moyens de consommer

SUITE PAGE 2

Agenda

19 janvier, soirée du NPA Saint-Denis avec Philippe Poutou. Projection du Film « Haya », sur la grève automobile à Citroën-Aulnay en 1982. En présence de Philippe Poutou et de syndicalistes de PSA Aulnay. À partir de 18 h 30 au restaurant « Roi du couscous », 63 rue du Landy, La Plaine Saint-Denis
Repas : 10 euros
inscriptions : naudinj@hotmail.fr

27 janvier, manifestation pour l'égalité des droits
RV à venir.

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

SUITE DE LA PAGE 1

ce qu'elle produit-elle-même. Le FMI l'admet à son tour. Rien n'y fait, tout ce petit monde commente le fait que nos politiques nous envoient dans le mur, tout en prenant bien soin de se gausser des voix discordantes qui oseraient débattre pour de bon des moyens de changer le mode de production et de consommation actuel, en un mot de changer réellement de société, en se débarrassant d'un système capitaliste destructeur et en crise.
Ceux qui, comme nous, prétendront cela, seront au mieux considérés comme des doux rêveurs, au pire comme des réfractaires fondamentalement dangereux. Alors puisque 2012 n'aura pas été l'année de la fin du monde, faisons en sorte que 2013 soit celle de son changement.

Préparer les bouleversements sociaux

En guise de vœux, le NPA vous propose de vous mettre au rythme d'un monde qui bouge afin de vivre, au-delà de nos frontières, les mêmes élans que ces peuples qui se dressent contre des politiques, qui, chez nous, ne font que débuter. La France ne vit pas en vase clos et la mondialisation capitaliste en crise, qui ne nous avait jamais vraiment quittés, nous rattrape. Hollande, Ayrault et leurs alliés trouvent des milliards pour le patronat et imposent à la population de se serrer la ceinture afin de maintenir, pendant la crise, ce perpétuel transfert de revenus, des plus pauvres aux plus riches, que nous subissons depuis trop longtemps… Avec le NPA, nous vous proposons de préparer dès maintenant les bouleversements qui s'annoncent, et dont l'issue, loin s'en faut, n'est pas écrite par avance. La Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie… autant d'exemples qui attestent que les résistances populaires et les luttes sont toujours d'actualité, autant d'événements qui soulignent l'instabilité politique qui nous attend, et qui viennent nous redire à quel point la course de vitesse entre d'un côté les forces anticapitalistes et de l'autre l'extrême droite n'est pas un vain mot. La situation grecque nous rappelle que l'alternance politique entre droite dure et gauche molle prend du plomb dans l'aile. Nous avons des responsabilités, et donc beaucoup de pain sur la planche.

S'opposer à la réaction et au social-libéralisme

Alors, il est temps de prendre le relais de tous ces combats. En renforçant les mobilisations unitaires qu'il s'agit d'amplifier dès janvier : pour l'emploi et l'interdiction des licenciements, pour réquisitionner les entreprises qui mettent les salariéEs à la rue et les logements vides laissés à la spéculation, contre les politiques sécuritaires et xénophobes – notamment au côté des sans-papiers – pour l'égalité intégrale, que ce soit le droit au mariage pour touTEs ou le droit de vote des immigréEs aux élections, ou encore pour l'abandon pur et simple de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes… Autant de fronts de lutte où la rue doit se faire entendre contre la politique du gouvernement.
Le 13 janvier, les tréfonds de la droite dure et de l'extrême droite comptent manifester bruyamment contre le mariage homosexuel, le droit de vote des immigréEs et le racisme anti-blanc (sic !). Rien que ça, une vraie marche du Ku Klux Klan ! À nous de montrer que c'est bien la gauche sociale et politique qui tient le haut du pavé, même lorsque le PS est au pouvoir. Et de creuser le sillon d'une opposition unitaire, sociale et politique, à la gauche du gouvernement, vers une rupture anticapitaliste.

Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou

PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

regards

Propos recueillis par Robert Pelletier

« La torture a fait partie intégrante du système de lutte contre les nationalistes algériens »

Entretien. *Historienne spécialiste de la guerre d'Algérie, Sylvie Thénault est l'auteur de nombreux ouvrages, dont* Histoire de la guerre d'indépendance algérienne *(Flammarion, 2005) et* Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie *(La Découverte, 2001).*

DR

Le voyage de Hollande en Algérie apporte-t-il des modifications sensibles à l'attitude de l'État français par rapport à l'Algérie et à « notre » histoire ?
Il n'y a pas de rupture réelle car d'autres discours officiels avaient avancé dans le sens de la condamnation de la colonisation – comme celui de l'ambassadeur de France à Sétif en 2005, reconnaissant les massacres de 1945. C'est surtout l'habileté de ce discours qui est remarquable. Tout en prononçant des mots attendus (*« reconnaissance »*, *« vérité »*, *« souffrances »*…) par ceux qui réclament une condamnation de la colonisation, il tente de ne pas s'aliéner ceux qui, dans la société française, opposent leurs souffrances à celles des Algériens victimes de la colonisation (associations de harkis ou de Français d'Algérie).
Hollande trouve ainsi une solution au dilemme qui jusque-là pesait sur les chefs d'État français : toute condamnation de la colonisation, toute reconnaissance des responsabilités françaises, nécessaires à un rapprochement franco-algérien, étaient contrariées par le fait que, dans la société française, c'était prendre le risque de hérisser ces associations de harkis ou de Français d'Algérie. Le discours est aussi habile en ce qu'il n'oublie pas le présent. Or, aujourd'hui, dans la société algérienne, c'est surtout la situation actuelle du pays qui inquiète.
Le discours est habile, enfin, en ce qu'il cite en référence des personnalités consensuelles et modérées, connues pour leur empathie à l'égard des Algériens sans aller jusqu'à approuver la violence du FLN. Les historiens ont bien reconnu là la patte de leur confrère Benjamin Stora.

Sur « l'affaire Audin », que sait-on aujourd'hui ?
On n'a guère avancé depuis l'époque de la guerre elle-même. Maurice Audin, arrêté par les parachutistes en juin 1957 à Alger, est décédé entre leurs mains, alors qu'il était soumis à la torture. Non seulement les militaires ont prétendu qu'il s'était évadé, mais ils sont allés jusqu'à jouer l'évasion, afin d'avoir des témoins susceptibles de soutenir leur mensonge. C'était compter sans la pugnacité de sa femme, Josette, qui a remué ciel et terre pour retrouver son mari. À Paris s'était formé un comité Maurice Audin, dont l'historien Pierre Vidal-Naquet était l'éminent représentant, qui a pu démontrer que l'évasion n'était qu'un leurre. Depuis, plus rien. Vidal-Naquet a toujours défendu l'idée qu'Audin avait été étranglé par le lieutenant Charbonnier au cours de l'interrogatoire, mais cette version reste fragile. Très récemment, une journaliste du *Nouvel Observateur*, Nathalie Funès, a trouvé une autre version dans un manuscrit inédit du colonel Godard : Audin aurait été exécuté par un certain Garcet. Cet homme, toujours en vie, a refusé de la rencontrer et de répondre à ses questions. De telle sorte qu'aujourd'hui, Josette Audin et ses enfants ne savent toujours pas ce qui est arrivé à Maurice.

L'hommage rendu par Hollande et les engagements pris répondent-ils aux demandes de la famille, aux questions des historienNEs ?
Les historiens savent l'essentiel : la torture a fait partie intégrante du système de lutte contre les nationalistes algériens, elle n'a rien d'une bavure de la guerre, ni d'une fatalité. Les responsabilités ne sont guère difficiles à établir : le pouvoir politique – le gouvernement du socialiste Guy Mollet, en particulier – a donné aux militaires les pouvoirs de police, c'est-à-dire le pouvoir d'arrêter, d'interroger et de détenir de simples « suspects » ; et ce, légalement, par un décret adopté grâce aux pouvoirs spéciaux qu'il avait obtenus avec les suffrages des députés communistes. Sur ce point, la responsabilité de la gauche est énorme. C'est bien grâce à ces pouvoirs que les parachutistes ont pu, à Alger, arrêter Audin et le détenir au secret et camoufler la vérité sur son sort. Au sein de l'armée, la pratique de la torture a pris une telle ampleur qu'elle ne s'est pas cantonnée aux seuls services spéciaux chargés du renseignement. Des hommes du contingent y ont participé. Tout cela a été établi depuis longtemps, et en grande partie grâce à la consultation des archives de l'armée qui, dans les années 1990, ont été largement ouvertes aux historiens.
Évidemment, les choses sont différentes pour la famille de Maurice Audin : eux sont toujours dans l'attente de savoir la vérité. Le problème est que, à mon avis, on ne trouvera rien de plus dans les archives. Il faut bien comprendre que les archives publiques ne sont que les papiers laissés par les administrations. Supposer que la vérité y figure, c'est penser qu'à l'époque, quelqu'un, dans une administration de l'État, a connu la vérité, l'a consignée par écrit et a conservé cette trace. C'est hautement improbable : il y a eu une instruction judiciaire dont on connaît le dossier, et le juge a buté sur le mur du silence des militaires. Aujourd'hui, il faudrait que ceux qui savent quelque chose et qui sont encore en vie soient obligés de parler. Autant dire qu'il faudrait rouvrir l'enquête et convoquer ces hommes, comme Garcet. Mais alors là, c'est l'amnistie le problème ! Une véritable forteresse juridique qu'il faudrait trouver le moyen d'abattre.

ÉGALITÉ DES DROITS

Rassembler contre la réaction

Les derniers jours de 2012 laisseront à toutes celles et tous ceux qui luttent depuis des années pour la régularisation de tous les sans-papiers un goût amer. Celui d'un premier flic de France, soi-disant «socialiste», droit dans ses bottes, assumant de livrer aux autorités algériennes deux grévistes de la faim, arrachés à leurs camarades de lutte, expédiés dans un sinistre camp de rétention puis embarqués de force sur un vol Paris-Alger.

Que pouvait-on faire de pire en matière d'affichage de la politique que l'on entend mener en ce qui concerne les plus opprimés, les plus exploités par le patronat que ces expulsions? Qu'y-a-t-il de différent avec les pratiques révoltantes de la droite que nous n'avons cessé de dénoncer pendant le règne de Nicolas Sarkozy? Tel un Hortefeux ou un Guéant, Manuel Valls n'est habité que par une obsession, celle de ne pas apparaître comme laxiste par rapport aux exigences de la droite et de l'extrême droite. C'est toute une politique de renoncement qui est en train de se mettre en place, et qui ne concerne pas seulement l'abdication devant la loi du marché, mais aussi l'abandon des promesses timides contenues dans le programme de Hollande.

Concentration homophobe et raciste

Devant un tel profil de capitulation, la droite et l'extrême droite se sentent pousser des ailes, et fortes du succès de leur première manifestation contre le mariage pour touTEs, elles entendent faire du 13 janvier une grande journée de mobilisation qui dépasserait la seule question du mariage. Leurs ambitions sont énormes, et d'ores et déjà cette journée est présentée comme un véritable bras de fer avec le gouvernement. Par trois cortèges convergents, la réaction entend nous faire un remake des manifestations en faveur de l'école «libre» en 1984. Le ban et l'arrière-ban sont convoqués à cette occasion pour participer à une sorte de référendum de rue contre un gouvernement qui représenterait les «valeurs de la gauche».

L'UMP, pressée de tourner la page du fiasco de l'élection de son président, en fait un élément majeur de sa rentrée politique. Les groupes Nationalité citoyenneté identité, et Égalité réconciliation tentent – seuls pour l'instant – de transformer l'objectif initial de la manifestation pour en faire également un grand raout raciste et xénophobe. Seul le Front national semble aujourd'hui embarrassé par ce qu'il décrit comme un «dérivatif» par rapport à la situation sociale. Peu désireux de se compter face à l'UMP, ses responsables devraient y participer en ordre dispersé.

PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

L'égalité vraiment pour touTEs!

De notre côté, la réussite de la manifestation massive et dynamique du dimanche 16 décembre a sans conteste été un formidable moment de mobilisation qui permet d'envisager la suite avec optimisme, et le grand rassemblement du 27 janvier devrait concrétiser l'exigence de ne pas accepter une loi au rabais, dénaturée par la remise en cause éventuelle du droit à la procréation médicalement assistée. Mais, pour cette manifestation du 27 janvier, les anticapitalistes ne sauraient limiter leurs revendications en matière d'égalité au seul droit au mariage, même si cette échéance reste un enjeu central dans l'affrontement avec la réaction. Au-delà du droit au mariage pour touTEs, c'est la question générale de l'égalité des droits qui est posée. Elle englobe la question de la régularisation de tous les sans-papiers, travailleurs ou pas, du droit de circulation, et du droit d'installation. Nous n'entendons pas, en tant qu'anticapitalistes, définir des priorités entre les oppressions, et la question du droit de vote pour tous les étrangerEs, à toutes les élections nous paraît une échéance tout aussi centrale que les autres. Face à la répression des sans-papiers et à la systématisation des expulsions, face à la montée du racisme et de l'islamophobie, face à la montée de l'intolérance et à l'émergence de groupes ouvertement fascistes, c'est à la reconstruction d'un mouvement unitaire et offensif que nous somme confrontés. Il y a urgence, le NPA en fera une de ses priorités dans les semaines à venir.

Alain Pojolat

édito

Par **Marie-Hélène Duverger**

PLUS JAMAIS ÇA!

La jeune étudiante indienne violée et torturée par six hommes à New Delhi est morte samedi 29 décembre. Suite au récit fait par la jeune femme elle-même des actes barbares qu'elle avait subis, des milliers de manifestantEs sont descenduEs dans les rues du pays pour crier leur colère contre les viols à répétition et les violences quotidiennes faites aux femmes. C'est «le viol de trop» ont clamé les manifestantEs. Ils ont dénoncé également l'inaction de la police dans la recherche des coupables de viols voire la complicité avérée de celle-ci car le niveau de corruption est tel que des milliers d'hommes accusés de viols, dont des députés, des notables, échappent à la moindre condamnation.

90% des crimes violents sont commis contre des femmes dans ce pays où les traditions religieuses et le régime des castes maintiennent la plupart des femmes dans des formes d'oppression datant du Moyen Âge. Il ne fait pas bon être une femme dans ce pays... ni même naître femme: des milliers d'avortement de fœtus féminins sont pratiqués dans les villes où les échographies sont possibles, des milliers d'autres petites filles sont tuées dès leur naissance dans les campagnes. Dans l'État de l'Haryana, situé aux confins de New Delhi, seules 830 fillettes naissent pour 1000 garçons! Près de 100000 femmes sont tuées chaque année pour leur dot, cette somme d'argent de plus en plus élevée que doivent apporter les filles lors de leur mariage.

Le gouvernement s'est apitoyé sur le sort de la jeune femme violée et assassinée et promet la peine de mort pour les coupables. Barbarie contre barbarie: décidément les puissants de ce pays veulent le maintenir à l'heure médiévale. Les manifestations ont été réprimées violemment, plusieurs quartiers de la capitale sont en état de siège depuis quinze jours. La violence contre les femmes est un des visages de la violence sociale dans ce pays où les inégalités de richesses sont parmi les plus élevées au monde. En Inde, la lutte pour une société plus juste passe par la lutte contre cette violence faites aux femmes. Soyons donc, ici, par-delà les frontières, pleinement solidaires de tous ces manifestantEs, qui osent affronter cet ordre social profondément injuste et inhumain.

VŒUX PRÉSIDENTIELS

D'une austère banalité...

On n'en attendait pas grand-chose et on n'a pas été déçu. Entre exercice habituel d'autosatisfaction et profession de foi au goût austère, les premiers vœux de Hollande annoncent une feuille de route 2013 tout à fait dans la suite des premiers mois d'exercice du pouvoir par le gouvernement Ayrault.

Les médias avait laissé filtrer l'information: l'emploi devait être le grand thème des premiers vœux du Président Hollande. Surjouant sa composition de chef de l'État, il a totalement assumé les premières mesures prises en 2012 pour satisfaire les classes dirigeantes européennes, notamment par *«le rétablissement des comptes publics»*, et au service des patrons français, par le pacte de compétitivité dont il n'a pas manqué de vanter les 20 milliards de cadeaux aux entreprises.

Injustice sociale

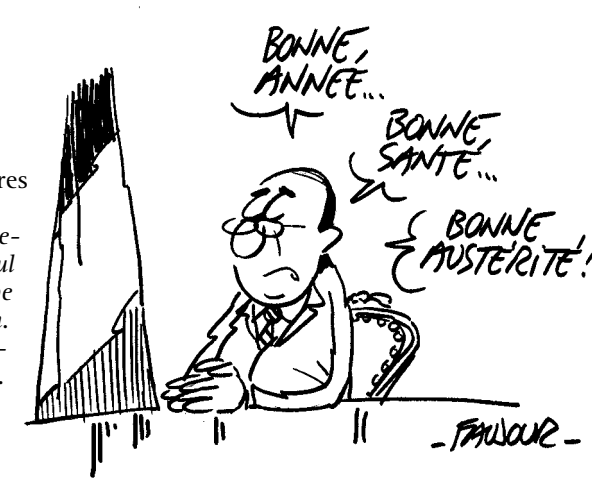
Pour répondre à la *«crise historique»*, le Président, sûr de lui, est revenu sur ses grandes décisions de l'année: maîtrise des dépenses annonçant la continuité de la cure d'austérité, mise en place du pacte de compétitivité, et soi-disant maîtrise de la finance. Oui rappelez-vous, l'ennemi du candidat devant lequel le Président s'est bien vite couché...

Pour faire passer la pilule, le tout est évidemment enrobé d'un bien bel *«esprit de justice»*, formule creuse et passe-partout qui ne peut masquer justement l'injustice des mesures prises durant ces premiers mois. Ainsi, pour vanter sa supposée politique en faveur de la *«justice sociale»*, le Président a rappelé les «augmentations» du RSA, du smic et de l'allocation de rentrée scolaire ou encore le retour de la retraite à 60 ans sous conditions pour celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt... Oui il a osé!

Faisant preuve d'un optimisme forcé, Hollande a été formel: en 2012, *«nous avons engagé le redressement»*. Il n'est pas sûr que les millions de chômeurEs, les salariéEs licenciéEs ou à l'emploi menacé – comme à PSA ou à Arcelor-Mittal – ou les sans-papiers de Lille en grève de la faim partagent son appréciation...

Cap sur la mobilisation

Renvoyant sans honte dos à dos la *«peur du licenciement»* des salariés et la pseudo *«peur de l'embauche»* des employeurs, Hollande s'est réfugié derrière le *«tout pour l'emploi, la compétitivité et la croissance»* pour mieux faire passer ses futures mesures d'austérité. *«Toutes nos forces seront tendues vers un seul but: inverser la courbe du chômage d'ici un an. Nous devrons y parvenir coûte que coûte»*. Mais dire ce n'est pas faire... Surtout quand c'est en vantant les contrats d'avenir, les contrats de génération ou un futur «accord sur la sécurisation de l'emploi», alors que l'urgence sociale exige des mesures radicales pour répondre aux licenciements et aux suppressions de poste, pas la précarité!



Soyons rassuré, Hollande nous le dit: *«le cap est fixé»*. Le nôtre aussi: plus que jamais, celui de la construction dans la rue, sur les lieux de travail et d'études et dans les quartiers, d'une opposition résolue à ce gouvernement. Il le mérite!

Manu Bichindaritz

PAYS BASQUE

Aurore Martin libre, le combat continue !

Livrée à Madrid par le gouvernement Hollande suite à un mandat d'arrêt européen (MAE), Aurore Martin, militante de Batasuna (organisation de gauche indépendantiste interdite en Espagne et légale en France), a été libérée le 21 décembre, après avoir passé deux mois dans les geôles espagnoles pour simple délit d'opinion.

Sa libération était assortie d'une caution de 15 000 euros qui ont pu être collectés en quelques heures dans le Pays basque grâce à un soutien exceptionnel. C'est une forte mobilisation, continue et sans faille depuis plusieurs semaines, qui a permis cette libération conditionnelle. Aurore peut rester en France, mais doit pointer chaque mois au tribunal en Espagne, où il faut qu'elle dispose d'une domiciliation. Il reste maintenant à obtenir le non-lieu.

La lutte se poursuit pour l'abrogation des lois d'exception et du MAE

Malgré l'arrêt définitif de l'activité armée de l'ETA il y a maintenant plus d'un an, les États espagnol et français refusent en effet tout dialogue et maintiennent la voie répressive : le 19 décembre, le directeur de *Gara*, quotidien du Pays basque sud, a été inculpé pour apologie du terrorisme suite à un courrier des lecteurs rappelant la mort de deux étarras, il y a 25 ans, dans l'explosion de leur bombe. Son inculpation accompagnait celle des six auteurs du courrier. Le même jour, onze personnes étaient inculpées pour avoir exhibé des photos de presos (prisonniers politiques basques) lors d'une manifestation le 30 juin dernier à Vitoria.

Tel est le contexte dans lequel Herrira (organisation de soutien aux presos et réfugiés basques) appelle à une *« mobilisation populaire générale »* le 12 janvier à Bilbao. Plus de 100 000 manifestants sont attendus ce jour-là dans les rues de la capitale biscaïenne pour exiger, comme premier pas, le regroupement des presos au Pays basque, la libération des prisonniers gravement malades et conditionnables, et de façon générale le respect des droits des presos. Ils sont aujourd'hui plus de 600, dont 137 dans les prisons françaises.

Le combat continue pour obtenir la libération et l'amnistie pour toutes et tous. C'est bien la rue qui imposera son mot d'ordre aux États espagnol et français : *« Presoak etxerat, amnistia osoa ! (Les prisonniers à la maison, amnistie totale !) »*.

Claude Larrieu

« Hollande a bafoué son engagement à réparer la politique de Sarkozy »

Questions *à Roland Diagne, porte-parole du Comité des sans-papiers du Nord (voir article dans le* Tout est à nous ! *n°175). Précisons que cette interview a été réalisée avant l'expulsion de deux grévistes ce dimanche 30 décembre (voir encadré).*

Pourquoi cette grève de la faim des sans-papiers à Lille ?

Elle résulte de la volonté du gouvernement de droite de Sarkozy d'en finir avec le mouvement des sans-papiers par une politique arbitraire et répressive. Et la continuation de cette politique avec le mutisme de la préfecture et du nouveau gouvernement sur une revendication simple : le droit à la défense argumentée de leur dossier par les sans-papiers tous les mois en préfecture.

Ce droit à la défense argumentée des dossiers existait donc avant 2007, sous les gouvernements de droite ?

Oui, à peine élu en 2007, Sarkozy a nommé un super préfet dans le Nord, Daniel Canépa, pour en finir avec ce qu'il appelait *« l'exception lilloise »* : l'accord Delarue, médiateur nommé par Raffarin pour sortir d'une grève de la faim en 2004. Cet accord permettait à chaque sans-papier de constituer son dossier en faisant jouer aux associations et au comité des sans-papiers le rôle de contre-pouvoir, en montrant les erreurs administratives et en permettant de les rectifier. Dans le cadre de lois sur l'immigration que nous dénonçons et combattons, cet accord « renforçait » les droits des sans-papiers.

Vous réclamez donc du nouveau gouvernement qu'il rétablisse ces droits ?

Hollande a dit trois choses dans sa campagne à propos des sans-papiers : pas de régularisation massive, études au cas par cas et réparation de la politique injuste de Sarkozy. Cette grève pose clairement la question de la réparation des injustices, Hollande a bafoué son engagement. Il a fallu 50 jours de grève de la faim pour que cette revendication simple soit entendue, le préfet et le ministre doivent maintenant reconnaître la grève de la faim qui a été nécessaire pour y parvenir et régulariser les grévistes.

Où en est-on sur la régularisation des grévistes ?

La stratégie du pouvoir a été de nier la grève de la faim et de ne traiter les dossiers des grévistes que par la circulaire Valls, qui était censée aider à réparer la politique de Sarkozy. Mais les réponses du préfet sur les 53 premiers dossiers de la liste déposée par le CSP montrent le non-dit de cette circulaire : les critères annoncés pour la régularisation sont cumulatifs. Au final c'est l'administration qui décide à la tête du client. Celui qui répond aux critères du contrat de travail, on lui demande des fiches de paie en plus. Celui qui peut prouver 5 ans de présence sur le territoire, on lui répond qu'il a encore sa femme ou des enfants au pays, etc. Sans parler des questions qui ne sont même pas abordées comme le droit d'asile.

DR

La circulaire Valls empêche une issue positive à la grève de la faim ?

La circulaire Valls précise qu'en cas exceptionnel humanitaire ou sanitaire, le préfet peut décider de régulariser au-delà des critères fixés. Le préfet nous dit que la grève de la faim n'est pas un cas exceptionnel mais un acte volontaire pour faire pression. C'est oublier qu'au départ c'est le refus de répondre à une revendication simple qui a provoqué la grève de la faim. Puis c'est le choix des autorités de nier et vaincre la grève de la faim qui a créé ce cas exceptionnel humanitaire. On est bien loin des promesses de réparation de Hollande mais plutôt dans la punition : vous avez osé revendiquer, je vous punis.

Propos recueillis par Jan Pauwels

VALLS, DIGNE HÉRITIER D'HORTEFEUX

Dimanche 30 décembre, au 59e jour de grève de la faim des sans-papiers à Lille, Ahmed B. et Azzedine B., deux grévistes placés en centre de rétention depuis l'évacuation policière d'une église le 21 décembre, ont été expulsés vers l'Algérie.

Le 28 décembre, un communiqué du préfet invitait pourtant les *« personnes étrangères en situation irrégulière participant au mouvement du CSP 59 qui ne l'auraient pas encore fait, à venir en préfecture déposer un dossier »* et indiquait *« qu'aucune procédure d'éloignement ne sera engagée à l'encontre d'une personne étrangère ayant déposé une demande de titre de séjour dans ce cadre et ce jusqu'à la fin de l'instruction de son dossier »*.

On savait qu'après avoir viré Sarkozy, il faudrait virer sa politique. On sait maintenant qu'il faudra combattre les mêmes méthodes puisque c'est exactement ainsi qu'avait procédé Brice Hortefeux, cinq ans avant Manuel Valls...

J.P.

Nouvelle MANIFESTATION à Lille
samedi 5 janvier
15 h place de la République

CAHUZAC Une affaire exemplaire

Selon Mediapart *daté du 4 décembre, Jerôme Cahuzac, ministre du Budget et héraut de la fraude fiscale, aurait détenu pendant plusieurs années un compte bancaire non déclaré à l'Union des banques suisses (UBS) de Genève. Compte fermé en 2010 quelques jours avant de devenir président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Les avoirs auraient été transférés à Singapour. Un nouveau scandale si banal...*

A peine publiées, les informations de *Mediapart* ont été fermement démenties par le ministre du Budget. Dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale le 5 décembre dernier, il a même été jusqu'à affirmer devant ses pairs, n'avoir *« jamais eu de compte à l'étranger »*.

Solidarité de classe

Depuis le début de l'affaire, le gouvernement *« fait confiance »* à Cahuzac et lui témoigne un soutien sans faille, même si ces derniers jours cette affaire devient de plus en plus embarrassante pour un gouvernement fragilisé de toutes parts. Le Parti socialiste lui-même est monté au créneau et de façon très virulente pour défendre l'une des pièces maîtresses de la rigueur de gauche, allant même jusqu'à dénoncer les informations de *Mediapart* et ses méthodes. À l'opposé de leur attitude quand ce même média avait dénoncé les affaires Karachi ou encore Bettencourt sous Sarkozy.

Plus surprenant au premier abord, Cahuzac a été également soutenu et défendu par certaines *« personnalités »* de droite comme Eric Woerth. Rappelons que ce dernier en pleine tourmente avait reçu l'appui de Cahuzac qui, au moment de l'affaire Bettencourt, avait dit qu'il n'y avait *« ni affaire Woerth ni affaire Bettencourt »*, estimant même qu'Eric Woerth était *« un honnête homme »*. Mieux encore, dès sa nomination au Budget, Cahuzac a commandé un rapport à un « expert » soi-disant indépendant sur la vente de l'hippodrome de Compiègne. Un rapport qui, comme par enchantement, blanchi Woerth, alors que celui de la Cour de justice de la République l'accable.

Du même monde...

Cette première affaire politico-financière sous Hollande montre que le PS est aujourd'hui profondément intégré dans la classe dominante, dans les élites économiques, politiques et administratives. Pour les possédants, les dirigeants socialistes sont des leurs. Ils ont certes parfois des désaccords, des débats avec eux, mais ils sont de leur monde. Cahuzac, entretenant entre autre des relations très étroites avec l'industrie pharmaceutique, en est la parfaite illustration.

Alors que le candidat Hollande avait promis que *« l'exemplarité serait le premier changement »*, cette première affaire montre que les mots ne sont pas suffisants.

Sandra Demarcq

HOLLANDE EN ALGÉRIE

Il est fini le temps des colonies ?

D'Alger à Tlemcem, François Hollande a fait une visite tout ce qu'il y a de plus conventionnelle et convenue. En témoigne ces salariéEs des services publics algériens réquisitionnéEs et débarquéEs sur le parcours des officiels. Seul couac, beaucoup avaient jeté les drapeaux français dont on les avait affublés, ne gardant que les drapeaux algériens.

L'objectif de la visite a été résumé par le Président français déclarant lors d'une rencontre économique algéro-française se déroulant au Sheraton, l'hôtel de luxe d'Alger : *«La politique ne remplace pas l'économie et l'amitié ne peut remplacer la compétitivité»*...

Du bout des lèvres…

Côté politique donc, pas grand-chose de neuf par rapport au discours précédent de Sarkozy. Hollande, sans doute emporté par son audace, a déclaré que le système colonial avait été *«injuste et brutal»*, un bel euphémisme pour résumer 132 ans de spoliations, déplacements massifs de populations, et massacres de toutes les résistances. Avec 67 ans de retard, il a condamné les massacres de Sétif, Kherrata et Guelma, où en mai-juin 1945 l'armée française et des milices locales avaient massacré des dizaines de milliers d'Algériens avant de faire disparaître leurs corps.

Enfin, Hollande a condamné l'usage de la torture par l'armée, usage dénoncé depuis 1955 par les opposantEs à cette sale guerre coloniale que les gouvernements de la IVe République (pour plusieurs d'entre eux socialistes) ne voulaient pas nommer. À cette allure, la mémoire n'est pas près de rattraper l'histoire ! D'ailleurs, pour faire un geste vis-à-vis du pouvoir algérien, Hollande a corrigé son discours et passé sous silence les accords signés par les deux gouvernements, de soutien à la résistance syrienne, accords que Bouteflikha ne veut pas ébruiter !

Un VRP au travail

«Nous avons des projets à réaliser pour les populations de nos pays, mais c'est la compétitivité, la qualité et la performance qui feront la distinction», a tenu à clarifier le Président français devant les membres d'une délégation du Medef qui l'accompagnaient et ceux du Forum des chefs d'entreprisealgériens. Là, on entrait dans le vif du sujet qui intéressait la bande de patrons que trimbalait le Président, fidèle à sa fonction. Au 1er rang, ceux du CAC 40 : Renault, Sanofi, Total, GDF-Suez, mais aussi de nombreux patrons de PME par exemple dans la santé ou les énergies renouvelables. Tout ce petit monde vise les investissements que le gouvernement algérien, assis sur un confortable matelas financier, pourrait réaliser pour leur permettre de réaliser davantage de profits en Algérie. C'est ce que Hollande a appelé *«le retournement de l'histoire»*, en rappelant que le gouvernement algérien est un des rares à ne pas être endetté, et même à avoir récemment consenti un prêt au FMI ! Certains ont officiellement signé des contrats qui s'annoncent particulièrement profitables : par exemple, Renault pour son usine de production près d'Oran avec 3 ans d'exclusivité pour écarter Volkswagen qui lorgnait sur le marché algérien, ou Sanofi qui va ouvrir une nouvelle usine de production. Pour d'autres comme Total ou GDF-Suez, l'enjeu était d'avancer dans des négociations non finalisées autour des modalités de fixation des prix des hydrocarbures algériens. Et au passage, Hollande, qui s'est engagé en France à ne pas rouvrir la question de l'exploitation des gaz de schiste mais envisage de continuer la recherche sur d'autres méthodes que la fracturation hydraulique, semble avoir trouvé en Algérie un terrain d'expérimentation. Pas grand-chose de neuf, après les expérimentations en tout genre dans le Sahara pendant les années 60-70…

Alors évidemment, cela ne laissait pas beaucoup de temps pour discuter des discriminations subies par les étudiants algériens en France, de la non-reconnaissance des diplômes algériens, ou des contraintes et humiliations imposées à toutes celles et ceux qui demandent un visa pour séjourner dans l'ancienne puissance coloniale. Bref de la liberté de circulation et d'installation des populations, de toutes celles et ceux qui ne jonglent pas avec les millions, mais qui n'exploitent personne et ne veulent qu'une chose, vivre de leur travail !

Cathy Billard

VENEZUELA

La vague chaviste remporte les élections

Après une participation record lors des élections présidentielles du 7 octobre, c'est l'inverse qui s'est produit lors des élections régionales du 16 décembre. Avec une abstention de 46%, nous sommes loin du résultat des dernières élections régionales de 2008 qui s'étaient soldées par moins de 35% d'abstention. Malgré cela, la majorité gouvernementale gagne 20 États, n'en laissant que 3 à l'opposition, Miranda, Lara et Amazonas.

Ces résultats sont à comparer avec les 5 États que détenait la droite depuis 2008. Les États clefs de Tachira, Carabobo et de Zulia basculent dans le camp chaviste qui bénéficie de la dynamique du 7 octobre et du courant de compassion envers Chavez, touché à nouveau par le cancer. Parmi les 20 gouverneurs élus du Grand pôle patriotique, nom de la coalition des partis soutenant Chavez, 11 sont des ex-militaires, fidèles depuis longtemps et ayant pour certains participé au coup d'état chaviste de 1992.

Une opposition divisée

L'État d'Amazonas reste aux mains de l'opposition, traditionnellement dirigé par le PPT (Patria Para Todos), qui s'est allié à la MUD lors des élections régionales partielles de 2010. Le PPT a élu une nouvelle direction en 2011 invalidée par la justice, ce qui a donné lieu à une scission et à la création du MPV. Le PPT « historique » réalise 0,33 % des voix en Amazonas, tandis que le candidat de la MUD, membre du MPV (Movimiento Progresista de Venezuela) remporte l'État, mais avec 34,62 % des voix sur son seul parti.

Quant à Capriles, candidat de la MUD (Mesa de la Unidad Democratica) aux présidentielles, il a gagné son pari de garder l'État de Miranda aux mains de l'opposition. Opposé à Elias Jaua du PSUV, pourtant donné gagnant dans tous les sondages, Capriles l'emporte après avoir mené une campagne publique très ancrée à droite, contre le « castro-communisme » censé envahir l'État !

Mais dans les rangs de l'opposition commencent à apparaître publiquement les signes de divergences. Ramon Guillermo Aveledo, secrétaire général de la MUD appelle à *« des journées de réflexion sur les défaites de l'opposition »* et à *« faire une révision profonde »*. Dans le même sens, les responsables d'officines d'enquêtes d'opinion demandent à l'opposition de réviser *« ses dirigeants »* et indiquent qu'une cause des défaites du 7 octobre et du 16 décembre est l'absence d'identité et de programme clair.

Une majorité devant les difficultés ?

Les anciens partis, l'AD (Acción Democrática, social-démocrate) et le COPEI (Comité de Organización Política Electoral Independiente, droite), marginalisés lors des présidentielles, cherchent désormais à faire entendre leur voix. Alors que les élections législatives de 2010 laissaient entrevoir une possible victoire de la droite aux élections suivantes, cette perspective recule et les bilans sont exigés. La défaite qu'elle vient de subir à ces élections régionales est brutale avec la perte de trois états jugés difficilement accessibles par la gauche, Zulia, Carabobo et Nueva Esparta.

Dans le camp gouvernemental, cette réussite aux régionales risque de masquer les difficultés à venir. La peur d'un retour de la droite, qui a payé lors des présidentielles, ne saurait servir de politique. Les attentes de la population sont nombreuses et l'abstention aux régionales exprime un détachement vis-à-vis des promesses des candidats. Plus que jamais, l'approfondissement du processus devient urgent et nécessaire. Notamment si Chavez se retire de la vie politique, soit en raison de sa maladie, soit en cas de décès. L'avenir de la révolution bolivarienne en dépend.

Patrick Guillaudat

Auteur avec Pierre Mouterde de *Hugo Chavez et la révolution bolivarienne*, M éditeur, 2012, 24 euros.

PHOTHOTHÈQUE ROUGE / FERNANDO ESTEBAN

20 OFFENSIVE RÉSISTANCE

Dossier réalisé par Yvan Lemaitre et Robert Pelletier

JANVIER

L'année débute par le succès des islamistes en Égypte, à l'issue du processus des élections au Parlement, une nouvelle étape dans l'offensive des Frères musulmans et de leurs rivaux salafistes, sous la houlette du Conseil suprême des forces armées, le CSFA.

Les forces de la révolution, les classes populaires, se heurtent à la réaction, un affrontement dont l'année 2012 sera le théâtre dans le monde arabe tout particulièrement, mais aussi, à des degrés divers, à l'échelle internationale.

Janvier 04 **Sarkozy annonce une augmentation de la TVA de 1,6 point à 21,2 %, au 1er octobre et 2 % de la CSG sur les revenus du patrimoine.** Une hausse d'impôt qui financera une baisse des cotisations sociales payées par les employeurs : celles de la branche famille de la Sécurité sociale qui représentent 5,4 points du salaire brut seront supprimées sur les salaires jusqu'à 2,1 smic puis la suppression sera dégressive jusqu'à 2,4 smic.

Janvier 05 **En Chine, dans la province du Sichuan, grève de 2 000 ouvriers métallurgistes** pour des augmentations de salaires, à la suite des mobilisations de décembre 2011 de nombreux travailleurs, en particulier à Shenzen ou Shanghai. Les soutiers de la mondialisation relèvent la tête face à la dictature du Parti communiste, du libéralisme et des multinationales étrangères.

Janvier 05 **Xavier Mathieu devant la cour d'appel d'Amiens** pour avoir refusé de se soumettre au prélèvement d'ADN : *« Nous, on a été condamnés pour avoir saccagé la sous-préfecture, mais l'État a oublié de poursuivre les dirigeants de Continental qui ont saccagé des vies... ».*

Janvier 11 **La CGT et la CGC de Fralib présentent leur plan de sauvegarde de l'emploi** et les grandes lignes d'une solution alternative à la délocalisation par le trust Unilever de l'usine provençale de sachets de thé.

Janvier 16 **Suicide d'un ex-Conti :** Michel, quarante-trois ans, s'est jeté sous un train. En cause, l'échec du reclassement. Sur 1 084 salariés concernés par le plan social, 212 seulement ont retrouvé un CDI, 89 ont monté leur boîte, dont déjà une douzaine de dépôts de bilan.

Janvier 19 **Hollande à Grandrange :** *« Gandrange est devenu un lieu symbole de l'abandon de l'emploi comme priorité, de l'échec d'une politique industrielle, des manquements à la parole donnée ».*

Janvier 23 **À Bruxelles, les ministres des Finances des États de la zone euro et les banquiers usuriers imposent à la Grèce de *« travailler à un nouveau programme d'ajustement ambitieux »*.** Tout nouveau prêt sera conditionné au respect de ces nouvelles mesures d'austérité qui aggravent les conséquences dramatiques des précédentes. Moins de 300 députés se sont pliés aux ordres de la finance pour donner leur caution au mépris des grèves et mobilisations des travailleurs et de la population.

FÉVRIER

Tout au long de février, « le printemps érable » : au Québec, la nouvelle génération de la contestation sociale et politique descend dans la rue contre la hausse importante des droits de scolarité et fait trembler le gouvernement Charest en suscitant la sympathie des classes populaires confrontées aux attaques du patronat et des gouvernements.

Février 02 **Quatre ans après la fermeture du haut-fourneau de Gandrange (575 emplois), Mittal menace d'éteindre définitivement celui de Florange,** à l'arrêt depuis novembre, avec 500 ouvriers en chômage technique. Sarkozy : *« Moi, je ne veux pas que Florange meure. Bien sûr, il y a la crise, moins de demande d'acier, mais on fera tout pour que Florange rouvre. On aura l'occasion d'en reparler ».*

Février 14 **« La réforme du travail » de Mariano Rajoy,** *« Aux parents, le licenciement facile et pas cher ; aux enfants, l'embauche à bas prix »* ! L'Espagne marche dans les pas de la Grèce avec le « decretazo » (décret pourri) qui rend les licenciements plus faciles et quasiment deux fois moins chers pour le patronat, entérine la baisse des salaires à court terme et toutes les restrictions budgétaires des collectivités locales.

MARS

Mars 02 **En campagne électorale, Sarkozy est accueilli à Bayonne sous des huées** par plusieurs centaines de personnes criant *« Sarkozy, président des riches »*, *« Sarkozy dégage »* !

Mars 04 **Élection de Poutine ou la démocratie revue par un ancien du KGB :** bourrage des urnes, falsification du décompte des voix, contrôle des médias et des moyens de l'appareil d'État auxquels a fait suite la répression contre les manifestations d'opposants qui dénonçaient Poutine le « voleur » d'élection. Une répression qui annonce le procès des trois Pussy Riot à Moscou accusées de « blasphème », et la répression contre la gauche.

Mars 15 **200 métallos d'ArcelorMittal de Florange gazés par la police,** devant le QG de campagne de Sarkozy. *« On n'a jamais dérapé, on est reçu avec des gaz lacrymogènes »* dénonce Edouard Martin. Réplique de Sarkozy : *« Que les syndicalistes défendent les syndiqués et ne fassent pas de politique et la CGT se portera mieux. »*

AVRIL

Avril 21 **Après la longue bataille pour l'obtention des indispensables 500 parrainages, 1,14 % des suffrages se sont portés sur le nom de Philippe Poutou.** La mauvaise nouvelle vient des 18 % de Marine Le Pen. Avec 28,6 %, Hollande devance Sarkozy de 1,5 % pendant que Mélenchon est à 11 %.

Photothèque Rouge / Milo

MAI

Mai 06 **Moins de 52 % pour Hollande au deuxième tour.** Le plaisir de la défaite des Sarkozy-Guéant-Hortefeux n'est guère enjolivé par les espoirs soulevés par les maigres promesses de Hollande.

Mai 20 **À Chicago, au sommet de l'Otan, Hollande annonce le retrait d'Afghanistan des troupes françaises d'ici la fin de l'année 2012.** Sarkozy l'avait prévu pour 2013. Il s'agit du retrait des seules troupes de combat. La France n'entend pas abdiquer des dividendes économiques de cette sale guerre.

JUIN

Juin 14 **L'armée égyptienne dissout l'assemblée législative, et le 24, Mohammed Morsi est élu président.** L'armée et les Frères musulmans se partagent les rôles pour museler la révolte des classes populaires pour imposer l'ordre et une nouvelle dictature.

Juin 17 **Les socialistes et leurs alliés remportent la majorité absolue à l'Assemblée nationale avec 278 députés,** ce qui leur permet de mettre en place la politique qu'ils souhaitent, sans se préoccuper de leurs divergences avec Europe Écologie-les Verts et le Front de gauche.

Juin 28/29 **Le sommet européen des États solidaires des banques !** Sous couvert de venir au secours de l'Espagne et de l'Italie, les dirigeants européens décident que le FESF (Fonds européen de stabilité financière) et le MES (Mécanisme européen de stabilité) qui doit lui succéder, pourront racheter les obligations des États européens. Un cadeau pour les banques qui pourront se débarrasser des obligations qu'elles détiennent avant que leur valeur ne s'effondre. Les États européens emprunteront auprès d'elles pour financer les fonds de stabilité et, au final, ce sont les contribuables de l'ensemble de l'Europe qui paieront.

JUILLET

Juillet 02 **La réforme des retraites Hollande-Ayrault est à minima.** Pas vraiment de retour aux 60 ans pour tous. Des assouplissements pour les carrières longues, les durées de cotisations pour les périodes de maternité et de chômage. 18 000 salariéEs devaient en bénéficier avant la fin de l'année.

Juillet 12 **Après un an d'enfumage, la direction de PSA confirme ce que tout le monde savait : la fermeture de l'usine d'Aulnay en 2014.** Mais les mesures vont encore plus loin, avec la suppression de 8 000 emplois qui viennent s'ajouter aux centaines de postes de CDD, intérimaires et prestataires déjà supprimés ces derniers mois.

Juillet 18 **En Syrie, l'escalade répressive de la dictature s'amplifie** suite à un attentat-suicide contre le bâtiment de la Sécurité nationale à Damas dans lequel le ministre de la Défense, beau-frère d'Assad, et plusieurs dignitaires du régime ont trouvé la mort. Le 19 juillet, au Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie et la Chine opposent leur troisième veto à l'adoption d'une résolution contre le régime syrien.

AOÛT

Août 16 **À Marikana, en Afrique du Sud, 34 morts, 78 blessés et 259 arrestations.** Tel est le bilan officiel de l'opération menée par la police sud-africaine contre les grévistes d'une mine de platine de la compagnie anglo-sud-africaine Lonmin. Une des plus sanglantes opérations policières qu'ait connues le pays, y compris lors du régime de l'apartheid.

12

E RÉACTIONNAIRE, CE DES PEUPLES

1er mars 2012, Quebec, manifestaion étudiante lors du Printemps Érable. Mathieu Belanger / Reuters

SEPTEMBRE

Septembre 10 **À Chicago, début de la grève de la quasi-totalité des 26 000 enseignants des écoles publiques** à l'appel de leur syndicat, le CTU. Ils feront reculer le maire, Emanuel Rahm, un proche d'Obama, et ses attaques contre l'école publique.

Septembre 27 **À Marseille, peu après l'appel à l'intervention de l'armée dans les quartiers par la sénatrice PS Samia Ghali, des familles de Roms sont chassées de leur campement par des habitants.** Après leur départ, les affaires qu'ils n'avaient pas emportées sont incendiées. Depuis mai, avec les démantèlements de campements à Lyon, Marseille, Aix-en-Provence, Stains, Évry, ce sont près de 3 000 Roms qui ont été brutalement expulsés de leur lieu de vie, leurs quelques biens, caravanes ou tentes, détruits à coups de bulldozers, certains reconduits de force vers la Roumanie.

Septembre 30 **80 000 manifestantEs contre le TSCG à Paris** dans une manifestation unitaire de la gauche sociale et politique, avec la présence de nombreuses entreprises en lutte contre les fermetures de sites et licenciements (Fralib, Arcelor, Petroplus, M-Real, etc.).

Photothèque Rouge / JMB

OCTOBRE

Octobre 07 **Chavez réélu président du Venezuela** avec 54,4 % des voix, contre 44,9 % à son principal adversaire, Henrique Capriles. Celui-ci, candidat de l'oligarchie locale, n'aspirait qu'à la chute de Chavez qui a osé s'en prendre à leurs intérêts pour faire reculer la misère et la pauvreté, réduire le chômage.

Octobre 09 **Alors que le gouvernement prépare les esprits au pacte de compétitivité, des milliers de manifestantEs refusent la politique d'austérité.** Le matin, les flics de Valls font mieux que ceux de Sarkozy en gazant les milliers de manifestantEs décidéEs à défiler dans le Mondial de l'automobile.

Photothèque Rouge / JMB

NOVEMBRE

Novembre 01 **Aurore Martin est arrêtée par la police française et remise aux autorités de l'État espagnol.** Dès le 10 novembre, à Bayonne, première manifestation pour le respect des droits des prisonniers politiques basques et de solidarité avec Aurore Martin et son combat. Aurore sera libérée sous caution le 23 décembre après que cette arrestation ait suscitée de nombreuses protestations.

Novembre 06 **Obama réélu pour 4 ans de plus**, président des 1 % contre les 99 %

Dans la foulée du rapport Gallois, le gouvernement met en place le pacte de « compétitivité », sous forme notamment d'un cadeau de 20 milliards pour les patrons.

Novembre 14 **Israël lance l'opération « Pilier de défense » contre Gaza.** En huit jours, plus de 160 tués, des milliers de blesséEs parmi la population palestinienne sous les bombardements de l'armée israélienne, avant que Netanyahu ne soit contraint à une trêve.

Novembre 14 **Journée de grèves et de mobilisations européennes contre l'austérité**, une première à l'appel de la Confédération européenne des syndicats.

Novembre 14 **Conférence de presse de Hollande** : austérité, compétitivité, cadeaux aux patrons et refus du droit de vote des étrangers. Le changement, c'est déjà fini...

Novembre 15 **Xi Jinping succède à Hu Jintao à la tête du Parti communiste chinois** à l'issue de son 18e Congrès. Le veston cravate remplace le col Mao, la dictature demeure...

Novembre 17 **L'opposition au projet de construction de l'Ayraultport de Notre-Dame-des-Landes prend une dimension nouvelle avec la manifestation de ce samedi.** 40 000 manifestantEs participent au mouvement de réoccupation. Le gouvernement choisit la fuite en avant avec le recours massif à la violence et les propos de Manuel Valls qualifiant de « kyste » la mobilisation. Depuis, des centaines de CRS, de gendarmes mobiles ont été lâchés sur la ZAD pour détruire les maisons reconstruites.

Novembre 18 **Le feuilleton UMP commence avec l'annonce des résultats du vote pour la présidence du principal parti de droite.** De contestations en contestations, de dénonciations en dénonciations, un mois de psychodrame, huit jours de rencontres à huit clos et une nouvelle élection en septembre 2013. Et, avec 71 % d'opinions négatives, Copé devient l'homme politique le plus détesté de France. Qui va en profiter, à part Marine Le Pen ?

Novembre 24 **Assassinat industriel au Bangladesh où plus de 110 travailleurs ont péri dans l'incendie d'une usine textile, à Dacca, la capitale.** Depuis 2006, près de 500 ouvriers sont morts ainsi dans des incendies. Ils travaillaient pour C&A, Carrefour ou encore Ikea, ces trusts qui accumulent d'énormes profits par l'exploitation sans limites de millions de prolétaires du tiers-monde.

Novembre 26 **Montebourg prononce l'horrible mot de « nationalisation » pour Arcelor.** Soutiens au centre et à droite, dénonciation virulente de Parisot. Lâchage par Ayrault et Hollande qui osent affirmer qu'il n'y aura pas de suppression d'emplois. Pendant ce temps-là, Mittal prend ses dispositions pour fermer le site dès mars 2013.

Novembre 28 **Circulaire Valls sur la régularisation des sans-papiers : pas de changement.** Une circulaire au conditionnel, la même politique du chiffre (30 000 régularisations par an) et une réalité : l'évacuation des grévistes de la faim à Lille le 4 décembre par le GIPN, puis une nouvelle évacuation le 21 décembre, et 53 « régularisables » sur 147 personnes.

Novembre 29 **La Palestine devient un État observateur aux Nations unies après un vote à l'Assemblée générale de l'ONU.** Un succès moral pour la population palestinienne, intolérable pour le pouvoir israélien qui, en représailles, a annoncé son intention de construire 3 000 logements en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, et de bloquer le transfert des taxes collectées par Israël au profit de l'Autorité palestinienne.

DÉCEMBRE

Décembre 08 **La conférence de Doha sur le réchauffement climatique se conclut sur le prolongement du protocole de Kyoto jusqu'en 2020.** En fait, un constat d'impuissance alors que les plus grandes puissances industrielles et polluantes refusent de se plier à quelque contrainte que ce soit.

Décembre 13 **À la suite de l'annonce de la suppression de 3 000 emplois supplémentaires, quelques centaines de salariés de PSA vont faire un peu de rangement dans les bureaux de Poissy.** Pour Jean-Pierre Mercier, responsable CGT, *« La casse, c'est une direction qui continue de mentir devant les syndicats, le gouvernement, la France entière »*.

Décembre 13 **En Tunisie, la direction de l'UGTT décide d'annuler la grève générale à laquelle elle avait appelé en réponse aux violences dont elle a été l'objet de la part des islamistes et du pouvoir.** Ces attaques font suite aux cinq jours de manifestations, à Siliana, violemment réprimées. Deux ans après l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi qui, le 17 décembre 2010, avait déclenché la révolution, celle-ci se heurte aux forces réactionnaires, un affrontement inévitable.

Décembre 16 **La Marche pour l'égalité a regroupé plus de 100 000 manifestantEs** en soutien notamment au projet de loi sur le mariage homosexuel sous les mots d'ordre : *« Célibataires, hétéros mais solidaires »*, *« l'égalité des droits n'est pas une menace ! »*.

Décembre 24 ***« L'intervention militaire de la force africaine visant à chasser les rebelles islamistes du nord du Mali pourra avoir lieu au premier semestre 2013 »*** **déclare Jean-Yves le Drian, ministre français de la Défense.** Ces propos font suite à l'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'Onu d'une résolution autorisant le déploiement d'une force africaine pour une période initiale d'un an afin de reprendre le contrôle du Nord du Mali.

Décembre 27 **Le chômage ne cesse d'augmenter :** près de 1 % d'augmentation en novembre et plus de 10 % en 1 an. Plus de 5 millions de personnes sont inscrites dans les différentes catégories de Pôle emploi, au moins 8 millions de personnes recherchent un travail, soit 28 % de la population active.

Décembre 30 **À quelques heures de la fin d'année, la machine à expulser les sans-papiers s'emballe :** expulsion de deux grévistes de la faim de Lille, deux pères arrachés à leur famille.

2012 s'achève sur l'annonce d'une nouvelle offensive militaire commanditée par les grandes puissances, dont la France, alors que les classes capitalistes intensifient partout leurs attaques contre les travailleurs et les peuples...

2013 doit donc être l'année des résistances et de la riposte !

M-REAL (EURE)
La fête !

Jeudi 20 décembre, « fête de la victoire » à Alizay. 300 personnes accueillies par les rythmes endiablés d'un jazz band. L'heure de la fraternité et du plaisir de savourer le succès, dans l'unité du combat de ces trois dernières années (voir notamment l'article dans le Tout est à nous ! *n°174).*

Dans cette commune où l'enracinement du PCF est profond, l'événement d'un meeting unitaire... Notre camarade Thierry Philippot, au nom de l'intersyndicale, est revenu sur l'histoire de la lutte, rappelé qu'il faudra de toute façon continuer. Puis le maire et conseiller général PCF Gaëtan Levitre a souligné l'importance du collectif unitaire. Ensuite Christine Poupin, pour qui M-real, c'est à la fois une capacité à maintenir le cap de l'interdiction des licenciements *« chez M-real comme ailleurs »*, et l'utilisation de *« tous les moyens nécessaires, comme disait le révolutionnaire noir américain Malcom X »*. Elle a conclu sur la nécessité de construire un large front d'opposition à ce gouvernement. Le maire PS de Pont-de-l'Arche, Richard Jacquet, a éprouvé la nécessité *« d'émettre quelques réserves à l'intervention de l'oratrice précédente »*, mais a appelé de ses vœux l'adoption rapide de la loi dite *« M-real-Arcelor »*, promise depuis l'an dernier. Yvon Scornet, des Petroplus, a fait le point sur leur lutte et émis le souhait qu'elle dure moins de trois ans, *« car moi, au bout de 14 mois, je suis rincé ! »*. Nathalie Verdeil, secrétaire de l'UD CGT 27, a salué cette lutte qui prouve la nécessité de syndicats forts et démocratiques. Enfin Jacky Hénin, député européen PCF, a traité Ayrault de *« menteur »* à propos d'Arcelor et s'est taillé un succès mérité en filant la comparaison de la lutte des M-real avec un combat de boxe.
Après près de deux heures de meeting, l'heure fut enfin pleinement à la fête autour d'un apéro dînatoire. Un grand moment.
Correspondant

DERNIÈRES COLONIES FRANÇAISES
Droits syndicaux à deux vitesses

En raison du fait colonial, certains syndicats de Martinique et de Guadeloupe ne sont pas reconnus comme représentatifs et font l'objet de discriminations. Une situation qui n'a que trop durée.

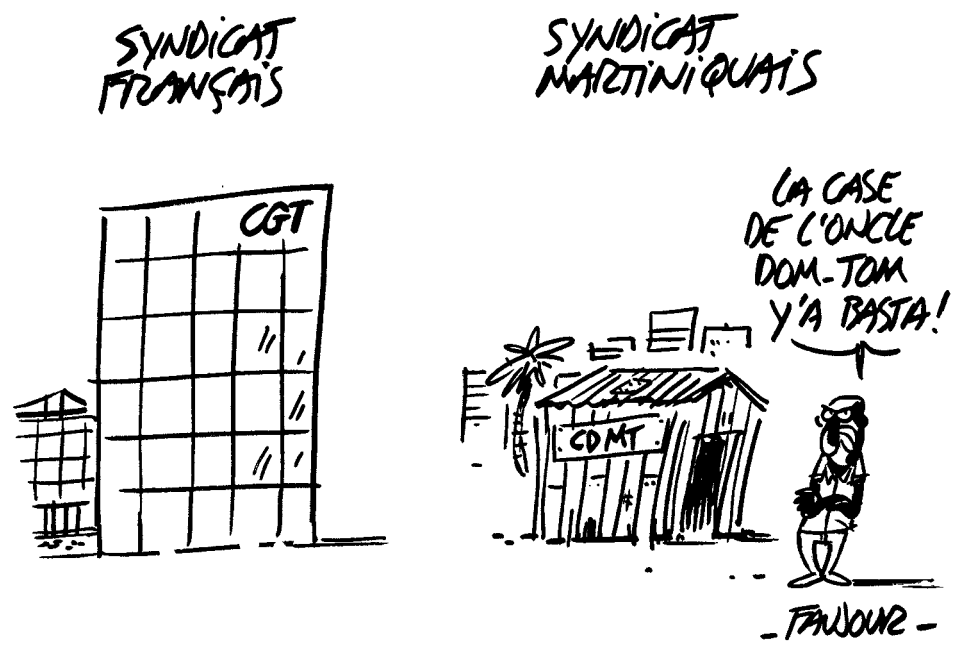
Apparus fin XIXe siècle comme moyen de résistance, les syndicats en Martinique et Guadeloupe se sont structurés ensuite comme des Unions de confédérations françaises. Dans les années 60 et 70, le tournant anticolonialiste amena des syndicats à se transformer en syndicats indépendants : CGTM, CDMT, CSTM. D'autres militantEs, d'orientation maoïste, créèrent l'UGTM. Ainsi, à côté des organisations rattachées à des centrales de France, les organisations indépendantes ont signé – ou pas – des contrats de coopération avec des centrales françaises et celles-ci, en dehors du secteur de l'enseignement, ont acquis une nette majorité (80 % des voix aux Prud'hommes).

Démocratie syndicale tronquée

La loi d'août 2008 censée établir plus de démocratie dans la mesure de la représentativité syndicale ne résout en rien la discrimination qui frappe les organisations des colonies. En effet, cette loi ne prend en compte que deux niveaux : l'entreprise et le niveau « national » (français). L'échelon guadeloupéen ou martiniquais est ignoré.
Résultat : les organisations qui structurent véritablement le champ syndical de nos pays sont exclues du droit de se présenter à certaines élections du secteur public, du droit de faire campagne aux Prud'hommes auprès des salariés du privé dans les services publics, des financements pour ces élections ou tout autre sujet, du droit de faire bénéficier leurs salariéEs des douze jours annuels de formation syndicale, du droit de siéger dans de nombreux organismes paritaires, du droit d'être consultées lors de l'adoption des conventions Collectives « nationales » . Il y a donc limitation des droits de certainEs et inégalité installée par le pouvoir entre organisations au profit, comme par hasard, des moins combatives !

Anticolonialisme conséquent

La vieille revendication de l'abolition de cette discrimination a été relancée par la CDMT et a fait du chemin : déclaration d'une vingtaine d'organisations syndicales, associatives, politiques en 2006, prise de position des conseils général et régional, questions de parlementaires, proposition de loi déposée par un sénateur, promesse de ministre du Travail de régler le problème avant la fin de l'année (... 2008 !), engagement de Yves Jégo en février 2009 de faire admettre les organisations syndicales martiniquaises dans les organismes paritaires, signature ensuite de trois accords affirmant la *« nécessité de la reconnaissance du fait syndical martiniquais »*. Lors de la *« conférence économique et sociale des outremers »*, la CDMT est intervenue ainsi que le député S. Letchimy. Le ministre Lurel a repris le sujet. Jean-marc Ayrault a évoqué une *« mission sur le dialogue social »*. Nouveau dilatoire ? En tous cas, la CDMT invite l'ensemble des parlementaires à une rencontre sur le sujet le 5 janvier.
Lors de ladite Conférence, un responsable a affirmé que la CGT, par principe, refuse de construire des syndicats dans nos pays, en choisissant les contrats de coopération passés avec les syndicats amis. Il reste aux syndicats anticolonialistes déclarés (FSU, Solidaires...) – et plus généralement à tous les anticapitalistes conséquents – de se positionner sur ce juste principe. Internationalisme oblige, non ?
Philippe Pierre-Charles



KANAKY
XIVe congrès de l'USTKE

Début décembre 2012, l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités) a tenu son XIVe congrès à Nouméa avec plus de 300 militantEs. Deuxième organisation syndicale du pays, l'USTKE poursuit sa lutte pour l'indépendance Kanak socialiste depuis sa fondation en 1981.

Ce congrès était le premier depuis la scission de 2010 et le départ de son ancien président Gérard Jodar. Le débat avait porté à l'époque sur la stratégie d'affrontement avec l'État colonial dans des conflits jusqu'auboutistes qui, sans rapport de forces suffisant, avaient conduit 75 militants derrière les barreaux de la pire prison française, le Camp Est.
Depuis 2 ans, le syndicat a donc repris sa place dans les instances paritaires, rompant avec la politique de la chaise vide, et fait avancer des dossiers dans le cadre du dialogue social. Ce congrès a été l'occasion de faire le bilan de cette stratégie. Si des déléguéEs ont regretté que parfois une certaine inertie se manifeste, la présidente Marie-Pierre Goyetche a rappelé que près de 25 % des conflits ont été impulsés par le syndicat et que les bâches bleues des piquets de grève n'ont pas disparu. Aujourd'hui le syndicat a retrouvé une implantation équivalente à celle d'avant la scission.

En direction de l'emploi et de la jeunesse

Beaucoup de conflits ont porté sur l'emploi local, les mesures de protection prévues pourtant dans l'accord de Nouméa de 1998 sont minimes et très souvent ignorées par le patronat qui préfère embaucher des métropolitains fraîchement débarqués plutôt que des enfants du territoire. Le congrès a donc décidé de relancer dès cette année une campagne pour la mise en place effective de la citoyenneté qui permette aux jeunes Kanaks d'avoir un vrai droit au travail. Même des emplois peu qualifiés leurs sont refusés, et actuellement 2/3 des cadres ne sont pas néEs sur le territoire. La majorité des employeurs refuse d'appliquer la loi sur la promotion interne, maintenant ainsi les Kanaks dans les emplois les moins qualifiés, et l'urgence est à la mise en œuvre de mesures contraignantes pour la formation professionnelle tout au long de la vie.

DR

Parallèlement le syndicat va poursuivre sa campagne pour la mise en place d'une vraie formation scolaire, universitaire et technique à destination des jeunes Kanaks dont 13 % sont encore illettréEs. L'Ustke exige aussi que les Kanaks aient la priorité pour les formations d'enseignantEs et de cadres de l'enseignement et la nomination d'un recteur kanak.

La souveraineté comme horizon

Enfin ce congrès était le dernier avant l'échéance des élections provinciales de 2014. Pour rappel, c'est le congrès du territoire élu à cette occasion qui aura la charge d'organiser d'ici 2018 le référendum d'autodétermination prévu par l'Accord de Nouméa.
Le syndicat a créé fin 2007 le Parti travailliste (PT) pour avoir un relais au niveau des institutions politiques (nous reviendrons dans le prochain numéro sur son IVe congrès qui s'est tenu également en décembre). Le syndicat s'est engagé à tout faire pour favoriser l'unité des indépendantistes et permettre que la majorité des élus au congrès soit indépendantiste en 2014. Notons que l'intervention du FLNKS, invité à la soirée internationale, a été chaleureusement accueillie et que l'engagement a été pris de faire du sommet des Pays du groupe du Fer de lance mélanésien en juin 2013 en Kanaky un temps fort de la lutte pour l'accession à la souveraineté.
Bernard Alleton

Sur le site internet www.ustke.org des informations sur les conflits significatifs et les motions adoptées à ce congrès

CHÂTEAUROUX (INDRE) La Maison des syndicats doit rester aux syndicats !

En pleine crise de droitisation extrême (accueil de Le Pen, soutien à l'implantation du premier lycée professionnel intégriste de la Fraternité St-Pie X, signature d'une pétition du Bloc Identitaire contre le droit de vote des étrangers, expression de son homophobie dans la presse...), Jean-François Mayet, sénateur-maire de Châteauroux ne pouvait pas finir 2012 sans que ressorte sa haine des syndicats...
Jean-François Mayet l'antisocial, la caricature du maire de droite extrême, veut faire expulser les syndicats de la « Maison des Syndicats Louise-Michel ». Ceux-ci (CGT, CFDT, FO) ont reçu un recommandé par huissier avec demande d'évacuation sous menace de recours à la force publique !
Le prétexte est l'absence de paiement de « loyers syndicaux », loyers qui mettraient Châteauroux au rang de l'une des seules villes qui en fait payer, tout comme l'augmentation du nombre de caméras de « vidéo-surveillance » a permis d'en faire la ville la plus fliquée de France... Les syndicats rendent un service public auprès des travailleurs ; il sont l'un des chaînons sociaux indispensables et à ce titre, ils ne sont nullement redevables d'un quelconque loyer.
Après avoir donné la date limite du 24 décembre pour que les syndicats quittent la maison Louise-Michel, « du haut de sa grandeur » Mayet a annoncé que l'expulsion n'aurait pas lieu avant le 2 janvier. Le NPA de l'Indre a été le premier parti dans la presse à s'élever contre cette expulsion programmée et pose deux questions :
– quelle va être la position de l'indrien Michel Sapin, aujourd'hui ministre socialiste de l'Emploi et du « Dialogue social » ?
– que va décider le préfet, nommé par le gouvernement PS, qui peut seul envoyer les forces de l'ordre comme le demande Mayet ?
Refusons cet ultimatum honteux.
Correspondant

RETRAITES

Une nouvelle réforme en 2013 ?

Le 19 décembre dernier, le Conseil d'orientation des retraites (le COR, cet organisme d'« experts » et « partenaires sociaux » installé par Chirac en 2000, pour produire un prétendu « diagnostic partagé ») a publié un nouveau rapport sur les perspectives de financement des retraites. Il vise à préparer de nouvelles régressions sociales.

Sur la base d'hypothèses économiques jugées « optimistes » (un taux de croissance du PIB de 2 % par an à partir de 2014 et une décrue du chômage), le COR estime que le déficit de l'ensemble des systèmes de retraites (général, fonctionnaires, non salariés, régimes spéciaux) passerait de 14 milliards d'euros en 2011 (0,7 % du PIB) à 18,8 milliards en 2017 (0,9 % du PIB), puis de 20 à 25 milliards d'euros en 2020 selon les différents scénarios envisagés.
Sans surprise, le COR propose d'élever le taux de cotisation de 1,1 point, ou de baisser de 5 % le montant des pensions, ou de retarder encore de 9 mois l'âge de départ à la retraite. Ou un cocktail de ces trois options.

La démographie a bon dos

Comme d'habitude, le diagnostic censé justifier ces nouvelles régressions met en avant un seul élément : la démographie. Le déficit aurait pour source essentielle le nombre croissant de retraitéEs par rapport aux actifs, les effets retardés du « baby boom », l'élévation de la durée moyenne de vie. Même si ce déficit est bien sûr aggravé par la crise et la montée du chômage.
Ce que le COR et toute la classe politique autoproclamée « responsable », PS et UMP en tête, se gardent bien de rappeler, c'est que la productivité des actifs a au moins doublé depuis trente ans. De quoi largement compenser cette évolution démographique. Mais ces gains ont été entièrement confisqués par les entreprises, leurs propriétaires, les rentiers. L'installation durable du chômage de masse, la généralisation de la précarité, la baisse de dix points de la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises entre 1982 et aujourd'hui, ont asséché les caisses de retraites. Les calculs du COR peuvent d'ailleurs donner une petite idée des conséquences du chômage sur ce déficit : en 2020, le « trou » serait de 20,1 milliards d'euros avec un taux de chômage de 7,3 %, contre 24,9 milliards avec un taux de 7,8 %. 0,5 % de chômage en plus ou en moins, 5 milliards de différence !

Que nous préparent les socialistes ?

Officiellement le gouvernement attend un nouveau rapport du COR sur l'état des différents régimes, pour le 22 janvier. Il devrait ensuite désigner une *« commission pour l'avenir des retraites »* qui proposerait *« différentes pistes de réforme »*. Le gouvernement, courageusement caché derrière de soi-disant experts impartiaux, engagerait alors une nouvelle réforme des retraites, avant la fin de l'année 2013.
Une réforme « de gauche » bien sûr : le ministre de l'économie Moscovici a déjà promis des évolutions *« justes »* intégrant *« la pénibilité et les carrières interrompues »*. Il annonce ainsi les nouveaux sacrifices (sur l'autel du profit) en annonçant les leurres et carottes devant accompagner un nouveau recul du départ à la retraite. Tout cela au nom de la nécessité de « sauver les retraites » ! Parions même que Hollande s'appuiera sur la baisse déjà effective des pensions. Cette année, déjà, les complémentaires de 11 millions de salariés du privé vont baisser, car elles seront revalorisées en deçà de l'inflation...
Yann Cézard

HÔPITAL TENON (PARIS)

L'IVG : un droit à protéger

Une bande d'abrutis sortis du Moyen Âge protégée par des robocops en tenue de guerre civile, c'est le spectacle affligeant de ce samedi 15 décembre autour de l'hôpital Tenon à Paris dans le 20e .

Encore une fois, « SOS Tout-petits » avait reçu l'autorisation de venir prier dans la rue, au pied d'une école et devant cet hôpital où un centre IVG a rouvert en 2011 suite à une lutte de dix-huit mois du collectif unitaire Tenon. Ces catholiques intégristes veulent nous faire retourner 50 ans en arrière[1], et le collectif a de nombreuses fois écrit à Valls et à la mairie pour faire cesser cet étalage. Il n'a obtenu pour toute réponse que d'être tenu à l'écart par un impressionnant dispositif policier qui protège les commandos anti-IVG et menace les passants outrés qui réagissent. L'interdiction au Collectif CIVG Tenon de distribuer un tract et de faire signer une pétition exigeant l'application de la loi, faite en toute connaissance de cause par un gouvernement se disant socialiste, dans un arrondissement dont la mairie est socialiste, est un fait grave et sans précédent dans notre quartier. Manuel Valls nous avait montré de quoi il était capable pour les Roms, il protège aujourd'hui l'extrême droite qui remet en cause ouvertement le droit des femmes.
Les intégristes parlent de revenir en janvier. Préparons dès aujourd'hui la riposte. Le NPA qui participe activement au Collectif Tenon appelle à continuer la mobilisation. Pour un centre IVG dans chaque hôpital public. Pour l'abrogation de la loi Bachelot qui casse l'hôpital public.
NPA Paris 20e

1. *Télébocal* a réalisé une vidéo édifiante sur ces *« défenseurs de la vie »* : http://vimeo.com/55366866

DR

PSYCHIATRIE

Une condamnation au service du tout sécuritaire

Un an de prison avec sursis ! c'est la peine stupéfiante à laquelle a été condamnée le 18 décembre 2012 une psychiatre de Marseille, le docteur Canarelli, pour le motif encore plus stupéfiant d'« homicide involontaire ».

Sa faute : lors d'une consultation, ne pas avoir retenu de force son patient qui a commis un meurtre 20 jours plus tard, alors que sa fugue avait été signalée dès son départ de l'hôpital. Ce qui, tout au plus, pourrait être considéré comme une erreur de jugement professionnel (qui reste à démontrer) devient donc un crime.
Un tel jugement reflète le climat sécuritaire qui pèse de plus en plus lourdement sur la psychiatrie et qui imprègne toutes les institutions, il ne peut que le renforcer. *« L'impunité de principe ne saurait exister, l'opinion publique ne le supporte pas »* (sic !) a déclaré le président du tribunal, tandis que le journal *Le Monde* n'hésite pas à titrer un éditorial en première page *« Le psychiatre et l'assassin : un jugement courageux » !*

Priorité à l'enfermement

S'ajoutant à la législation sécuritaire votée sous le précédent gouvernement, ce jugement place une véritable épée de Damoclès sur la tête des psychiatres et des équipes de psychiatrie. Ils doivent être d'abord les garants de la sécurité publique et donner la priorité absolue au contrôle et à l'enfermement dans les établissements psychiatriques ou version « moderne », version Sarkozy, à leur domicile, sous peine de lourdes condamnations.
Ce retour au « grand renfermement » n'évitera pas les dramatiques passages à l'acte. Il contribuera par contre à rendre encore plus insupportables la souffrance et la vie de milliers de malades, et mettra encore plus à mal les possibilités de soins, déjà bien affaiblies par les restrictions de moyens soignants subis par la psychiatrie publique.
Dans un communiqué commun, les quatre organisations syndicales de psychiatres affirment leur solidarité avec leur collègue et se prononcent d'ores et déjà pour un mouvement national lors du procès en appel.
J.C. Delavigne

courrier

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre d'un de nos lecteurs. Vous aussi, n'hésitez pas à nous écrire par courrier ou à redaction@npa2009.org

Contre le FN : des revendications de gauche, et un travail unitaire antifasciste !

Dans le journal n°174, Yvan Lemaitre signe un article intitulé *« Front national : Bluff et réalité »*. Cet article minimise la réelle montée en puissance du Front national en tentant d'expliquer les scores que ce dernier a obtenu dans les législatives partielles qui se sont tenues dans 3 circonscriptions, notamment à Béziers où le FN obtient tout de même 23 % des voix !
Pourtant, il faudrait analyser de manière objective ce que représente le FN, ses liens avec l'UMP, mais aussi l'émergence de groupes extrémistes néo-nazis (...). Lorsque sur une circonscription l'UMP réalise 42 % et le FN 23 % au premier tour, il y a quand même de gros soucis à se faire sachant que pour les municipales, des alliances de la droite (FN et UMP) semblent pouvoir s'envisager (...).
Mais venons-en au plus alarmant, la conclusion de l'article : *« Contrer cette politique, c'est combattre les attaques du patronat et du gouvernement qui entraînent une démoralisation, alimentent l'idée que rien n'est possible et laisse le terrain aux démagogues qui veulent dévoyer le mécontentement à leur propre fin. »* C'est vrai, il faut mettre en avant l'anticapitalisme, de réelles revendications de gauche, dire que le FN est l'ennemi de notre camp. Mais est-ce suffisant ? (...)
Un travail unitaire antifasciste, capable d'assurer la sécurité des militants, d'empêcher la diffusion des idées rétrogrades par des recollages d'affiches, ou par la mise en place de contre-manifestations dès que l'extrême droite manifeste, mais aussi pour expliquer à un cercle plus large que nos rangs que le FN et ses idées ne sont pas admissibles dans notre société, est à construire, et cela doit être dans les priorités d'un parti anticapitaliste.
A. Raguet

Congrès national LE NPA EN DÉBAT

Dans le cadre de la préparation du deuxième congrès du NPA qui se tiendra du 1er au 3 février 2013, nous présentons cette semaine les enjeux de la discussion autour du fonctionnement du NPA, ainsi que des questions féministes.

FONCTIONNEMENT Une question hautement politique

Le NPA a engagé dès sa naissance une réflexion sur son fonctionnement. Lors de la conférence nationale de juin (avec la motion « refondation ») ou des deux dernières universités d'été, ces questions sont revenues avec force. Il s'agit donc, en renouant le fil de ce débat, de répondre à la promesse issue de notre congrès de fondation de construire un parti « nouveau » aussi par ses formes. L'enjeu est de créer un outil utile, adapté à notre période, pour avancer vers le *« socialisme du XXIe siècle »*. Il s'agit aussi de remplir des vides dans nos statuts. Certains correspondent à des questionnements non résolus lors du congrès de fondation, d'autres à des besoins apparus depuis.

Un débat en profondeur

Le débat a été lancé bien en amont du congrès à venir pour qu'il puisse traverser l'ensemble du parti. Une commission largement ouverte au-delà du Conseil politique national (CPN) a été mise en place et deux bulletins de discussion ont permis de nombreuses contributions au débat. La commission d'écriture en a tiré 15 propositions d'amendements aux statuts. Ceux-ci ne peuvent en aucun cas résumer l'ampleur du travail et des suggestions remontées pendant ce processus. Certaines propositions n'apparaissent finalement pas dans les amendements soumis au vote. Les contributions remontées des comités portaient en effet parfois sur des questions fondamentales mais qui ne peuvent être simplement résolues par des statuts : rapports entre militantEs, respect des mandats, liens entre le fonctionnement d'un parti et celui de la société que nous voulons construire. Certains thèmes pourtant parfois largement abordés, demandaient précisions et débats supplémentaires (révocation des mandatés et porte-parole, tirage au sort de certains représentants, etc.).

Photothèque Rouge/Milo

Les 15 amendements aux statuts proposés au vote ne représentent pas simplement des précisions apportées à nos statuts. Ils posent des questions importantes qui devront être tranchées par les membres du parti. Faire des choix sur ces questions c'est affiner notre projet d'organisation, mais aussi notre projet politique général, celui de la société que nous voulons construire.

Quelques questions pour avancer

La question des instances de direction (CPN et Comité exécutif), de leur mode d'élection et des mandats des personnes qui y sont élues, est le premier gros morceau des propositions. La rotation des mandats est un exemple des débats à trancher, en lien avec la recherche de solutions pour un meilleur fonctionnement démocratique et qui pose la question de la durée de l'apprentissage des tâches de direction.

La question des tendances et des fractions est le second sujet qui sera abordé lors de ce congrès. Il s'agit d'apprendre à exprimer et trancher des désaccords afin que chacune et chacun puissent trouver sa place au NPA s'il en partage les orientations essentielles sans paralyser son fonctionnement.

La place des comités dans l'élaboration de la politique du parti au quotidien est le troisième grand thème. Comment aider les comités à se coordonner, débattre des questions qui émergent de leur activité entre deux congrès, faire remonter celles-ci dans les instances de direction nationales ? Comment faire pour que les comités gardent la maîtrise des décisions prises au sein du NPA ?

Un processus qui doit continuer

La préparation de ces amendements a été l'occasion de nombreux débats, en particulier parce qu'il existe des tensions entre les pratiques héritées de la LCR et celles issues d'autres traditions du mouvement ouvrier et du mouvement social de manière plus générale. Ces débats tenaient tant au fond des amendements que sur la forme même du processus de leur écriture. Comment faire émerger des propositions issues de l'ensemble du parti tout en respectant les rythmes d'une préparation de congrès ? Comment aboutir à un ensemble de propositions représentant au moins un peu la richesse des débats préalables tout en étant suffisamment synthétiques pour être discutables dans la durée forcément limitée des congrès locaux ? Ce processus doit, par ses forces et ses faiblesses, nourrir d'autres discussions à venir. De façon plus générale, ce congrès ne peut représenter qu'une étape de la réflexion sur notre fonctionnement. Il est donc proposé que les statuts qui seront améliorés lors de notre congrès à venir restent encore provisoires jusqu'au suivant, signe que le chantier continue.

Commission fonctionnement

FÉMINISME Prendre en charge collectivement ces questions, avancer dans les débats

La commission nationale d'intervention féministe du NPA (CNIF) a souhaité proposer au vote de toutEs les militantEs une résolution sur les questions féministes. Une large part du texte est consacrée à la place particulière occupée par les femmes dans la crise que nous connaissons : emploi, salaires, précarité bien sûr mais aussi violences subies par les femmes, retour de l'ordre moral en lien avec la montée des idées réactionnaires. Notre objectif est d'irriguer les débats du parti avec nos analyses en termes de genre, et de proposer des éléments d'orientation pour que les questions féministes soient présentes dans l'ensemble de notre intervention.

Ainsi, la surreprésentation des femmes dans la fonction publique est une dimension à intégrer dans nos revendications contre les politiques d'austérité de ce gouvernement. Et lorsque nous nous battons pour le droit à l'avortement, c'est à la fois contre le démantèlement des services publics et contre l'extrême droite, dont certains groupes organisent des prières publiques devant les centres IVG.

Articulation des oppressions ?

Nous souhaitons aussi amener dans le NPA les débats qui traversent aujourd'hui l'ensemble du mouvement féministe.

Le premier concerne l'articulation entre les différentes oppressions sociales, racistes et de genre. En France, ce débat est fortement structuré par les questions de religion et de laïcité. Nos désaccords portent essentiellement sur la place occupée par l'islam et notre positionnement dans les luttes menées autour de la question de l'interdiction du port du foulard : en France, aujourd'hui, la place de l'islam est-elle la même que celle des religions chrétiennes ? La religion n'est-elle qu'un vecteur d'oppression ? Faut-il se battre contre l'interdiction du port du voile pour les élèves, les salariéEs des services publics ? Les luttes menées par les femmes victimes de ces discriminations peuvent-elles être des luttes émancipatrices ? Quelle place les anticapitalistes peuvent-elles / ils y jouer ? Autant de questions qui se posent régulièrement aux militantEs féministes et sur lesquelles nous avons besoin de réfléchir toutEs ensemble.

La prostitution en question(s)

Le deuxième débat concerne la prostitution. Le point essentiel qui fait accord entre toutEs est l'urgence de défendre des revendications concrètes : abrogation des lois répressives contre les prostituées comme la loi sur la sécurité intérieure de 2003, moyens pour permettre à celles / ceux qui le souhaitent de sortir de la prostitution (logement, formation…), régularisation de toutEs les sans-papiers, renforcement de la lutte contre le proxénétisme et les réseaux internationaux de prostitution, mise en place d'une politique d'éducation à une sexualité libre et respectueuse des autres… Seule une politique volontariste qui applique simultanément l'ensemble de ces différents points pourra sur le long terme produire des résultats.

Nos désaccords se cristallisent autour du terme d'abolitionnisme. Devons-nous nous revendiquer comme abolitionnistes ? Que signifie ce terme, par qui est-il utilisé et pour quoi faire ? Le terme de prostitution recouvre des réalités très différentes : quelle place donne-t-on dans nos analyses à ces différentes réalités ? Quelle place pour la parole des prostituées elles-mêmes dans la mesure où leur expression est extrêmement difficile ? La responsabilisation, voire la pénalisation des clients, sont-elles des revendications que nous pouvons / devons porter en tant que féministes et anticapitalistes ?

Photothèque Rouge/Milo

Pour un parti résolument féministe

Enfin, le texte se conclut sur des préoccupations internes à notre parti : parce que nous ne vivons pas en dehors de la société, les oppressions qui existent en dehors s'y reproduisent partiellement. Pour construire une organisation à l'image de la société que nous voudrions, la place des femmes à tous les niveaux du parti doit être notre préoccupation permanente. Cela passe par une parité à tous les niveaux de direction, une répartition des tâches équitable et des modes de débat qui permettent à chacunE d'y prendre sa place, mais aussi par un bannissement systématique des propos et comportements sexistes.

C'est parce que le féminisme est l'affaire de toutes et tous, que nous avons souhaité porter ces débats lors de notre prochain congrès national.

Commission nationale d'intervention féministe

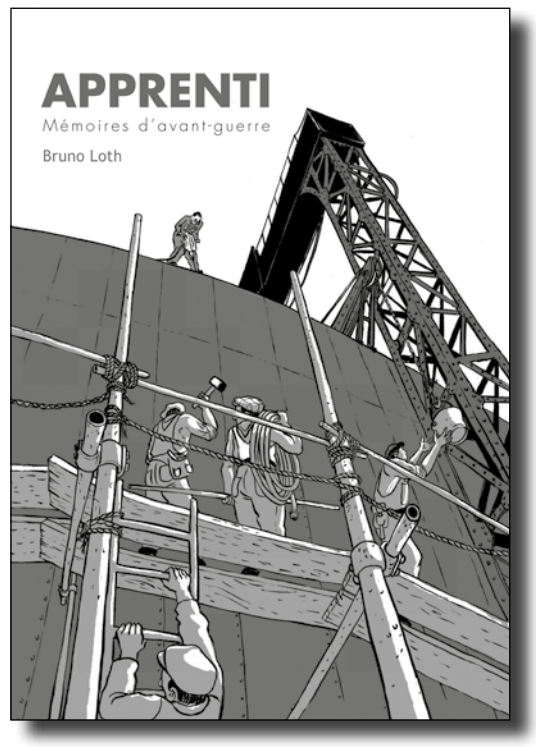
BANDE DESSINÉE *L'histoire à hauteur d'homme*

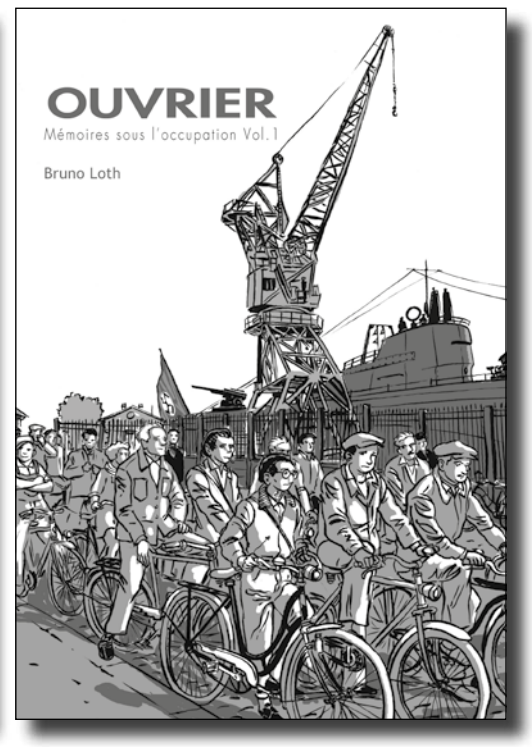
« *A quoi bon faire un livre qui parle de la jeunesse d'un homme ordinaire ?* », cette question posée en conclusion du second volume de la série conçue et dessinée par Bruno Loth indique tout l'intérêt de ces deux ouvrages de bande dessinée : nous raconter le quotidien d'un ouvrier bordelais entre Front populaire et occupation. L'auteur met en image les mémoires de son père, Jacques Loth, apprenti puis ouvrier sur les chantiers navals de Bordeaux, à partir de mars 1935.

Pas de courses poursuites, de combats spectaculaires, de voyages exotiques : c'est l'histoire racontée à hauteur d'homme. D'abord, l'expérience d'apprenti et la découverte du métier d'ajusteur avec Bertin, qui l'initie aux arcanes de l'usine : les brimades contre les arpètes, la lutte quotidienne contre la hiérarchie, le coup de rouge à 10 heures, l'amour du travail bien fait, la fierté de l'ouvrier… Hors de l'usine, Jacques participe aux activités des Auberges de jeunesse, s'adonne à la lecture, dévoré par le désir d'apprendre et de se cultiver. Il a l'âge des premiers émois, des flirts maladroits et de l'éducation sexuelle payée par le paternel dans un lupanar du quartier. Le lecteur redécouvre également le quotidien de l'occupation, les copains arrêtés, les petits trafics dans l'usine, les bombardements, la solidarité quotidienne et les dénonciations…

Sans fioritures, le dessin accompagne le parcours de Jacques avec justesse, à travers un jeu de couleurs discret, alternant une couleur dominante, comme le bleu pour l'usine et le monde du travail par exemple. La simplicité du trait comme celle du récit s'allient parfaitement pour rendre vivantes ces pages de la vie ouvrière. L'on redécouvre également à travers ces planches un pan de l'histoire industrielle française, celle des chantiers navals dont les derniers représentants, comme les chantiers de Saint-Nazaire, sont aujourd'hui menacés. Après les mythifications de tous ordres de la figure ouvrière, ce récit s'inscrit dans un ensemble d'œuvres de fiction qui permettent de redécouvrir ce quotidien dans toute sa complexité.

Henri Clément





Apprenti, *Mémoires d'avant-guerre* (2011, 100 pages, 17 euros) et *Ouvrier, Mémoires sous l'occupation* vol. 1 (2012, 116 pages, 19 euros), Bruno Loth, La boîte à bulles.

THÉÂTRE

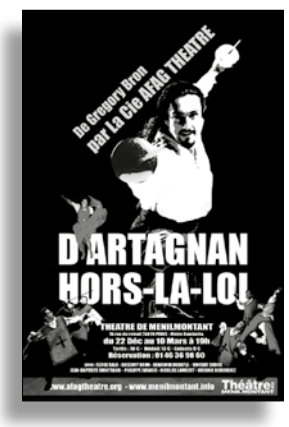
***D'ARTAGNAN HORS-LA-LOI,* Cie Afag Théâtre**

À priori une pièce de théâtre de cape et d'épée sur le thème des trois mousquetaires, donc pas forcément très originale. Sauf si le texte est truffé d'anachronismes et que ce qui se passe à l'époque de Richelieu fait étrangement écho à la politique de ce gouvernement et surtout du précédent. Des gardes armés qui essaient de faire respecter une loi qui est injuste et qu'ils ne comprennent pas, une pensée unique qu'il ne faut pas critiquer, des interrogations humoristiques sur l'évolution humaine et sociale.

Bref une critique de la domination intellectuelle et économique de la société pour une pièce jubilatoire interprétée par une troupe de comédiens dynamiques maniant admirablement le fer et le verbe. Cela donne envie d'aller voir leur deuxième pièce *la Botte secrète de Don Juan.*

Béatrice Walylo

Théatre de Ménilmontant
15 rue du Retrait 75020 Paris
Jusqu'au 10 mars à 19 h.



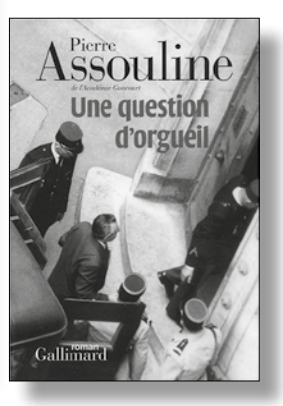
POLAR

***UNE QUESTION D'ORGUEIL,* Pierre Assouline,** Gallimard, 19 euros

Plutôt espionnage que polar, d'accord. C'est la vie de Georges Pâques, haut fonctionnaire français qui, au début de la guerre froide, livra des documents secrets à Moscou. Curieux type, plutôt de droite, pas communiste du tout, qui fut découvert seulement parce que balancé par un transfuge.

Assouline l'a rencontré (le bonhomme est mort en 1993). Ses motivations restent aujourd'hui bizarres – tellement liées à cette époque curieuse, la « guerre froide », dont tant de ressorts semblent oubliés et mystérieux. Tiens, j'aimerais bien qu'Assouline écrive sur l'histoire des « Jde Malnoue », tellement liée à ce climat-là… Le livre d'Assouline est passionnant. Je regrette seulement qu'il n'ait pas creusé l'origine de la « taupe » : cet animal apparaît dans Hamlet, sur la terrasse d'Elseneur, continue sa carrière chez Marx et s'épanouit avec John Le Carré… Pittoresque pour cette petite bête, non ?

Paul Louis Thirard



MUSIQUE

***« IN PARIS »,* the Pogues** (Polydor) 18,99 euros

Les jeunes gens amoureux de Guiness et de Doc Martens ont peut-être du mal à s'en souvenir, mais dans les années 80, les Pogues, originaires de Londres, avait fusionné avec passion musique irlandaise et énergie punk. Jamais des disques n'auraient finalement mérité à ce point l'appellation de pub rock. Le côté diaspora de la démarche d'ailleurs n'échappera non plus à personne et au passage un des plus beaux titres du groupe, *« Thousands are sailing »*, raconte aussi bien qu'un livre d'Howard Zinn l'immigration européenne au dix-neuvième siècle vers l'eldorado américain, dans ce cas new-yorkais.

Ce fut un plaisir de revoir les Pogues à l'Olympia cette année, même si l'embonpoint et la consommation d'alcool aidant, ce fut assis sur un tabouret que Shane MacGowan exécuta fort correctement la plupart des morceaux. D'où l'intérêt donc de ce très pédagogique live qui balaie fort à propos leur répertoire et rappelle qu'à l'instar de tous les folklores, le celtique ne conserve sa raison d'être qu'en se revigorant dans son époque (comme le firent ensuite les House of Pain ou les Marxman en le croisant avec le hip-hop).

King Martov

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

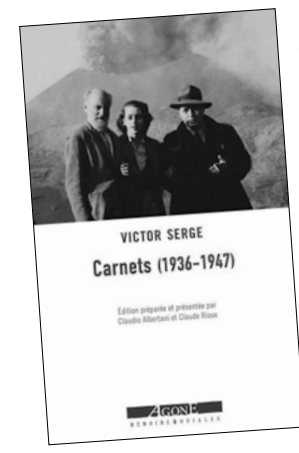
librairie
la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43

essai

CARNETS (1936-1947)

VICTOR SERGE



Agone,
840 pages,
30 euros

Ne serait-ce pas un signe des temps actuels, appelant l'interprétation à lui seul, que le récent regain d'intérêt pour les écrits de Victor Serge (1890-1947), marqué par une bonne douzaine de rééditions aujourd'hui disponibles en librairie ? À côté des historiens ou des passionnés des événements relatés comme acteur ou comme témoin par cet infatigable militant, et de ses lecteurs qui l'admirent aussi comme écrivain, il y a, plus nombreux à le lire certainement, tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir d'un projet révolutionnaire obéré par le nombre et l'ampleur de ses défaites successives. Qu'on l'aborde de ce point de vue ou des précédents, la « nouvelle édition » des *Carnets* due à Claudio Albertani et Claude Rioux est d'un intérêt exceptionnel. Ils ont retrouvé dans les archives de Laurette Séjourné, la dernière compagne de Serge, des centaines de pages manquant aux éditions précédentes et retraçant l'essentiel de sa vie intellectuelle et militante dans son exil mexicain (à partir de 1941) où le surmenage, la pauvreté et le mal d'altitude l'amenèrent à une mort prématurée. Ils ont muni leur publication de notes, d'appendices et d'index permettant aux novices comme aux spécialistes de se repérer dans la multitude des sujets brassés dans ces *Carnets* où Serge consignait pour lui seul des matériaux en vue de publications futures, plus à la manière des *Log-books* de Valéry qu'à celle des *Cahiers* de Stendhal, quoique « littérairement » un peu des deux s'y retrouve.

Causes probables et suites prévisibles de la Deuxième Guerre mondiale, inflexions à apporter au projet révolutionnaire du fait des dévoiements et des crimes staliniens (dont ce volume livre des échantillons effarants), développements technologiques rendant obsolètes maints outils d'action politique, ne forment que quelques-uns des thèmes rendant la lecture de ces vieux *Carnets* des plus utiles pour les militants d'aujourd'hui.

Gilles Bounoure

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

	Hebdo	Hebdo + Mensuel
Tarif standard	☐ *14 € par trimestre*	☐ *25 € par trimestre*
Jeunes/chômeurs précaires	☐ *10 € par trimestre*	☐ *19 € par trimestre*

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :
ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte
Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
Code postal : .....
Ville : .....
Mail : .....

Désignation du compte à débiter
CODE ÉTABLISSEMENT
CODE GUICHET
N° DE COMPTE
CLÉ RIB
Date : .....
Signature :

Établissement teneur du compte
Banque : .....
Adresse : .....
.....
Code postal : .....
Ville : .....

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	☐ 6 mois *28 €*	☐ 1 an *56 €*
Mensuel	☐ 6 mois *22 €*	☐ 1 an *44 €*
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois *50 €*	☐ 1 an *100 €*

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	☐ 6 mois *20 €*	☐ 1 an *40 €*
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois *38 €*	☐ 1 an *76 €*

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

Le chiffre

2,3 millions

C'est selon l'INSEE le nombre de logements vacants, soit environ 7 % des habitations françaises. 53 % de ces logements sont des appartements. Qui a parlé de réquisition ?

Virgin Révolte au royaume des disquaires

Implantée en France depuis 1988, la prestigieuse enseigne musicale d'origine britannique a connu son heure de gloire dans les années 1990. Vingt ans plus tard, Virgin Megastore est en pleine débâcle commerciale faute de n'avoir pas su répondre aux défis posés par la transformation de ses marchés (dématérialisation) ou plutôt de n'y avoir répondu qu'à coups de plans d'actions, plus ou moins avortés et surtout menés au mépris du personnel. Virgin est également affecté, tout comme son principal concurrent, la Fnac, par la baisse de fréquentation de ces magasins, crise oblige.
D'abord cédé en 2001 au Groupe Lagardère, Virgin est depuis 2007 propriété du fonds d'investissements Butler. Le résultat ? Des fermetures successives de magasins : en 2011, ce sont celles de Mérignac, du Louvre et de Saint-Denis que le CE, pourtant dirigé par la CGT, n'a pas cherché à enrayer. En 2012, ce sont celles de Metz et de Toulouse : à l'initiative de SUD suivi par le CE, la justice a suspendu le 25 mai 2012 ces deux fermetures, obligeant ainsi la direction à négocier un plan social plus décent. Cette action l'a également contrainte à dévoiler son projet : d'ici 2014, la fermeture de dix autres magasins, soit la suppression de la moitié des 1 200 emplois restants.

Journée de grève et suites…

Il était alors urgent de construire la mobilisation du personnel, atone faute de volonté des syndicats majoritaires. Il aura fallu attendre le 19 décembre dernier, date de l'officialisation du projet de cession du bail du principal magasin, celui des Champs-Élysées (184 salariés pour 20 % du CA de l'entreprise) pour que la révolte explose. Suite à une assemblée générale réussie sur cet établissement, l'ensemble des syndicats a appelé à une grève nationale pour le 29 décembre.
Ce jour-là, c'est plus d'une centaine de salariéEs des Champs, rejoints par des délégations d'autres magasins franciliens, qui ont bloqué le magasin toute l'après-midi. Notre camarade Philippe Poutou est venu leur apporter un soutien apprécié. La grève a également touché les magasins de Bordeaux, Lyon et Toulon.
Ce mouvement constitue un point d'appui essentiel pour la suite. Un nouveau débrayage est prévu le 9 janvier prochain ainsi qu'une visite du magasin par des personnalités artistiques, syndicales et politiques. SUD propose également l'organisation d'une montée nationale pour aller demander des comptes à l'actionnaire.

Correspondants

Pour suivre et soutenir la lutte : **http://cdvirgin.over-blog.com/** et **https://www.facebook.com/soutiensalariesvirgin**

DR

NÎMES (GARD) Organisons la résistance et la solidarité !

Au départ il y a une initiative syndicale de Solidaires et de la CNT, un collectif s'est mis en place il y a quelque temps à Nîmes avec l'objectif de faire bouger les choses sur le chômage et la précarité, de rompre un peu avec le marasme ambiant, de redonner de l'espoir aux précaires grâce à la lutte. Ce collectif soutenu ensuite par de nombreuses organisations de la gauche radicale et libertaire (dont bien sûr le NPA) a décidé d'organiser une manifestation le samedi 15 décembre à Nîmes. C'est ainsi que 300 personnes se sont retrouvées et ont défilé l'après-midi dans les rues ensoleillées de la ville. Mobilisation certes modeste mais honorable si l'on sait que les « grandes organisations » syndicales et politiques ont boudé cette initiative, malgré les insistantes relances du collectif. Il y a le feu au lac mais les réflexes boutiquiers demeurent intacts…
Un gros travail de préparation de l'initiative a malgré tout été fait pendant trois semaines :
1 000 affiches collées, y compris dans les villages alentours et plus de 5 000 tracts distribués dans des lieux aussi divers que des agences Pôle emploi ou des lycées, dans la bonne humeur et par des militants de tous horizons qui ont tous œuvré sans sectarisme à la seule réussite de la manifestation.
C'est une première étape, le collectif continue, d'autres vont suivre et contribueront à redonner confiance, à se convaincre qu'il n'y a rien à attendre de ce gouvernement de la fausse gauche. Nous n'obtiendrons que ce que nous arracherons par nos luttes, vers la grève générale.

Correspondant

DR

« NO COMMENT »

Les homosexuels peuvent se marier naturellement, mais il faut qu'ils se marient avec une personne d'un autre sexe, pas avec le même sexe

Christine Boutin,
présidente du parti chrétien-démocrate,
mouvement associé à l'UMP,
le lundi 24 décembre à l'antenne d'iTélé

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : Ross Harrold
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®